

exigences, Dieu sait à quelles extrémités l'ennemi se portera.

M. de Bismark a répondu qu'il n'était pas complètement en accord de la question, que jamais deux contributions n'étaient imposées à une même ville, et que celle qui doit frapper Rouen a été décomposée en deux réquisitions moins fortes, mais que l'ensemble ne dépassait pas le chiffre légal.

La légalité, pour M. de Bismark, s'élève à une contribution de cent francs par tête d'habitant des villes et de vingt-cinq francs par chaque habitant du village. A ce compte-là, qui est exact pour la ville de Paris, les 200 millions qui nous sont imposés correspondent bien à ce chiffre de 100 francs par tête.

Nous nous permettons de trouver cette moyenne de 100 francs tout à fait excessive et cruelle. Si un grand nombre d'individus peuvent trouver une telle somme sans souffrir de se la voir imposer, comment feraient les 1,200,000 individus auxquels les ressources ne permettent pas de payer une telle somme ?

La Gazette de Cologne nous apprend que des négociations viennent d'être entamées avec les souverains de la Bavière, du Wurtemberg et de Bade, au sujet des couleurs futures de l'empire allemand. Ces couleurs seront probablement les suivantes: noir — argent — rouge — or.

Dans les armées, l'on donnera également une place aux « hommes sauvages » des armes de Prusse.

M. le colonel Langlois, blessé à Buzenval, va aussi bien que possible. Sa blessure est presque cicatrisée et la guérison complète n'est plus qu'une question de jours.

Le général Billot qui a soutenu la retraite de l'Est, a livré deux combats glorieux le 31 janvier et le 1^{er} février aux troupes prussiennes, auxquelles il a fait subir de grandes pertes. Ces combats ont dégagé nos troupes et leur ont permis d'entrer toutes, sur le territoire helvétique.

Le général est resté en France avec son état-major, et il vient d'arriver à Lyon; il est chargé, en l'absence du général Clinchant, interné en Suisse, de faire un rapport détaillé sur les dernières opérations de l'armée de l'Est.

C'est mercredi qu'a commencé à Paris la distribution des vivres envoyés par la ville de Londres.

Voici les mesures auxquelles elle sera soumise dans le 7^e arrondissement. La distribution se fera dans les marchés. Chaque partie prenante, munie de sa carte de boucherie, viendra retirer d'une urne disposée ad hoc un bulletin sur lequel se trouvera indiquée l'espèce de denrée lui échéant.

La quantité de chaque denrée est telle, en effet, que si chaque personne avait droit à une part de chaque denrée, cette part serait d'environ 8 grammes par tête : la répartition sur une telle base serait presque impossible. Il en sera autrement en ne donnant qu'une seule denrée par carte, et le sort devant désigner l'espèce, aucune injustice ne peut se produire.

Ce mode de distribution sera peut-être adopté par d'autres arrondissements.

Une personne qui arrive de Metz donne à l'Univers les renseignements suivants :

L'attitude des populations de Lorraine et d'Alsace est absolument patriotique. A Metz, bien que l'armée d'occupation paraisse avoir reçu pour mot d'ordre de ménager la population, il n'y a cependant aucune relation entre les vainqueurs et les vaincus. Tous les cours sont demeurés fidèles à l'unité française : les femmes se distinguent par l'énergie de la baine vouée à l'vahissieur. Elles tiennent à l'écart le soldat et l'officier prussien, refusant de recevoir à leur table les officiers qui ont des billets de logement. Elles ne portent que des habits de deuil, qu'elles ont soigné de démoder. On ne les voit point aux réunions publiques, où les officiers prussiens ont le désagrément de ne rencontrer que des femmes de mauvais vie.

Le gouverneur de Metz, personnage puissamment riche, qui a, dit-on, une fortune de plusieurs millions en Silésie, et dont la population ne méconnaît pas l'ouverture

et la facilité de caractère, tenterait vainement d'attirer chez lui la population de Metz.

Un seul Français, le général Henry, a déjeuné à sa table. Cet officier était chargé, par la capitulation, de faire au gouvernement prussien la remise du matériel. Malgré ce rôle officiel, la population messine l'a aimé.

A Nancy, le gouvernement prussien accentue sa présence par des duretés choquantes, ce qui semble indiquer que l'on n'a point dessein d'annexer cette ville. Quoiqu'il en soit, à Nancy comme à Metz, l'attitude de la population et des fonctionnaires est excellente.

En Alsace, la jeunesse est admirable de courage et de dévouement à la patrie. Elle n'a pas envoyé moins de douze mille hommes à l'armée de la Loire.

Nous apprenons par une voie sûre que les autorités prussiennes d'Amiens ont frappé le département de la Somme d'une contribution de guerre de 15 millions. Le conseil général s'est réuni pour aviser.

La citadelle d'Amiens renferme en ce moment environ 200 notables du département retenus comme otages, parce que les cantons qu'ils habitent n'ont pu payer les sommes auxquelles ils ont été taxés, ni fournir toutes les réquisitions imposées.

Toutes ces réquisitions, impositions et amendes sont frappées en dehors des 15 millions demandés après l'armistice au département.

Quand on dit à un chef militaire prussien : « Nous ne pouvons fournir tout ce que vous demandez, le pays est déjà ruiné pour vingt ans ; » il répond : « Nous voulons qu'il soit ruiné ; si l'est déjà pour vingt ans, il subira encore cette taxe et le sera pour quarante. »

Des réponses semblables ont été faites à des notables du département de l'Oise ; nous le tenons de l'un d'eux.

Dans l'arrondissement d'Amiens, d'énormes contributions et des réquisitions ont été décrétées le jour de l'armistice.

« Mais il y a armistice, disaient les autorités françaises, et vos réquisitions sont contraires aux clauses acceptées. »

Un officier prussien, tirant sa montre, répondit : « L'armistice commence à midi, il n'est qu'onze heures et demie ; obéissez, ou les notables seront mis en prison jusqu'au jour où tout sera payé. »

On fait en ce moment signer aux habitants des communes voisines de Paris, Palaiseau, Longjumeau, St-Denis, St-Germain, St-Cloud, Arpajon, etc., des déclarations qui établissent, ou du moins semblent prouver, que les Prussiens se sont parfaitement comportés pendant leur séjour.

C'est le révoler sur la gorge qu'on procède à cette nouvelle infamie.

On concoit avec quel empressement les habitants s'exécutent ; c'est du reste avec un semblant de politesse (politesse armée) que les habitants de ces lieux fortunés sont priés de remplir cette petite formalité.

Le Daily-News dont le correspondant est accrédité auprès du quartier-général de Versailles menace Paris et la France de terribles représailles dans le cas où les négociations pour la paix n'aboutiraient pas :

« Les dispositions prises par les Allemands pour envahir la France d'une extrémité à l'autre seront d'une efficacité terrible, dans le cas d'un refus de soumission aux conditions posées. Les troupes allemandes seraient féroces si la lutte devait continuer. »

Nous prions l'honorable correspondant du quartier-général de nous dire si les troupes allemandes ont attendu jusqu'à ce jour pour faire preuve de férocité.

Il y a longtemps que la France sait malheureusement à quoi s'en tenir sur ce point. Mais il faut que ces trahis sachent bien que la génération qui s'élève n'aura désormais qu'une seule pensée : celle de tirer une vengeance éclatante de leur conduite ignoble.

Rien n'échappera de la part de Bismark et les combinaisons les plus infernales peuvent prendre naissance dans son cerveau diabolique. Ainsi cette entrée des troupes dans Paris a depuis longtemps été réglée avec un soin et une prévoyance touchants. D'abord, pas un seul soldat prussien ne figurera dans la parade ; les bons bavarois qui viennent de refuser catégoriquement d'entrer dans la grande patrie allemande auront seuls l'avantage d'être exposés aux dangers qui pourraient résulter d'un coup de main des parisiens : On ne sait pas ce qui peut arriver !

Cela parade pourrait bien présenter quelques inconvénients.

La découverte récente d'une association secrète, dont les membres sont en possession de 7,000 bombes Orsini, destinées à éclairer la marche triomphale des Prussiens, fora sans doute réfléchir le Bismark.

Voici ce que dit la Liberté à ce sujet : « Des diplomates étrangers de nos amis, entrés aujourd'hui à Paris et qui ont été reçus par les autorités de Versailles, croient que la question du défilé des Prussiens à Paris n'est pas du tout résolue. L'atmosphère change, et 7,000 bombes Orsini saisies par M. Cresson, préfet de police, et dont on voit de copies échantillons sur un grand nombre de bureaux, dans les ministères et les hautes administrations, et des correspondants interceptés, font craindre un complot des plus graves entre les troupes prussiennes et la population. »

Et, de fait, l'imagination recule devant les horreurs qu'entraînerait une lutte corps à corps des 400 mille Parisiens armés et poussés par le désespoir. »

INSURRECTION D'UN PREFET

Sous ce titre, nous lisons dans Paris-Journal :

Il paraît que dans certains départements, grâce à certains préfets, les élections se sont faites conformément au décret de M. Gambetta, abrogé vainement par le gouvernement de Paris, par le sens commun et la pudeur publique.

Il paraît qu'à Poitiers notamment, un M. Ribert, préfet gambettiste lâché sur la Vienne pour la mettre en coupe réglée au profit des frères et amis, a fait exécuter le décret rendu le 31 janvier par son patron qui interdisait l'éligibilité à toute une catégorie considérable de citoyens. Le Courrier de la Gironde du 11 février reproduit une pièce officielle signée L. Ribert, qui atteste en toutes lettres cette violation flagrante de la loi, qui interdit l'affichage du nom des candidats non estampillés par M. Gambetta, la publicité de leurs professions de foi et annule les votes qui seront donnés à ces suspects de l'invention de MM. Ribert, Gambetta et C^o, en ce moment.

Quoique l'Assemblée n'ait guère le temps de balayer les écuries de la dictature Gambetta, il nous paraît impossible que des faits si scandaleux — il s'en est sans doute produit d'analogues dans plusieurs autres départements — échappent à sa justice.

Le Français reçoit de Bordeaux, par une voie indirecte, la note suivante sur M. Gambetta et ses actes depuis le mois d'octobre :

Attendez-vous que Gambetta sera nommé dans un grand nombre de départements. Les préfets sont, en général, ses créatures, et les populations, formées au joug des candidatures préfectorales, continueront à porter sur beaucoup de points de la République le bât dont les avait chargés l'empire. Gambetta, d'ailleurs, auquel on peut reprocher tant de fautes, tant de mensonges, a eu au moins un mérite : il a essayé un parti qu'avait lui on ne tentait pas, l'action. Le spectacle que Tours offrait avant le 10 octobre, jour auquel Gambetta arriva, était révoltant : on ne se préoccupait que des places à donner ou à solliciter. Le Moniteur universel publiait chaque jour de longues listes de nominations de l'ordre administratif et judiciaire. Jamais la curée n'a été plus âpre et plus ignoble que dans ces jours, où tout aurait dû être

tendu vers l'effort nécessaire pour la défense de l'indépendance nationale. Les revués de l'ambition d'une part, de l'autre les vieilles traditions de la routine.

L'amiral Fourichon, tout patriote, tout dévoué, tout intelligent qu'il fut, était retenu par des considérations d'ordre de régularité qui, il faut le dire, devaient à l'heure suprême être laissées de côté. C'est ainsi qu'on ne se décidait pas à tirer des arsenaux de la marine les pièces de canon et à les amener sur le terrain de la lutte. Il fallut, pour faire voler en éclats tout cet édifice de réglementation routinier, la voix de tonnerre de Gambetta. M. Lefort, qui dirigeait le ministère de la guerre, était beaucoup plus instruit, qu'homme d'expédition ; avec lui, rien n'avancait. Gambetta changea tout, mit au galop les services qui se traînaient au petit pas. On a dit que Gambetta avait pris pour second M. Cavalier, ce singulier personnage qui, sous le nom de Pape-en-Bois, était, il y a cinq ou six ans, un des princes de la bohème dans le quartier Latin. Il est vrai que M. Gambetta s'était attaché cet étrange concours. Mais M. Cavalier ne fit pas autre chose que signer des laissez-passer pour les lignes de chemins de fer, ou exécuter des ordres sans importance. M. Spüller, l'ancien rédacteur du Journal de Paris, était le véritable aide de camp de M. Gambetta.

Pour les opérations militaires, ce fut M. Freycinet, l'ingénieur, qui reçut de Gambetta la mission de tracer aux généraux leurs plans de campagne. Que valaient ces plans ? Ce qui est certain, c'est que les généraux chargés de concourir à la défense du pays étaient généralement d'une honnête incapacité. Ceux qui commandaient dans l'Est, à Langres, à Dijon, à Besançon, donnaient plusieurs fois la preuve de leur nullité ; ils étaient absolument inférieurs aux circonstances contre lesquelles le pays avait à lutter.

Gambetta, irrité de cette insuffisance des chefs militaires, essaya des improvisations qui ne furent pas toutes heureuses. On a fait grand bruit de Cremer, élevé du grade de capitaine d'état-major à celui de général, et qui parvint à repousser en arrière de nuit les forces prussiennes le 18 décembre. M. Cremer peut avoir montré des qualités militaires ; mais on lui reprochait dans l'armée un défaut dont le général Grant était atteint au début de sa carrière et dont il eut le courage de se corriger.

On lit dans le Mémorial artésien :

Nous croyons pouvoir certifier l'exactitude des chiffres suivants donnés par un médecin allemand à un docteur militaire français, dans une ambulance, près de Saint-Quentin. Le médecin qui déplorait l'horrible guerre actuelle affirmait que les Allemands étaient entrés en France au nombre de près de 1,400,000 et qu'ils ne sont plus aujourd'hui que 650,000 en état de porter les armes. Villers-Bretonneux, Boves, Pont-Noyelles, Bapaume et Saint-Quentin (les deux journées), ont coûté aux Allemands en tués, blessés et prisonniers environ 80,000 hommes.

Ces chiffres sont empreints d'une exagération notoire.

Les Prussiens qui tirent argent de tout, dit la Gazette de Cambrai, viennent, dit-on, de passer un traité avec la Compagnie du Nord aux termes duquel cette Compagnie pourra reprendre l'exploitation de celles de ses lignes actuellement au pouvoir des Allemands, moyennant une redevance quotidienne de 50 fr. par machine et de 3 fr. par wagon.

Le service régulier est repris entre Cambrai et Tergnier par Busigny.

Il continue à rester interrompu entre Busigny et le Cateau, mais on travaille activement à réparer le viaduc de Saint-Benin qui pourra bientôt laisser passage aux trains sur une de ses voies.

LA CAMPAGNE DE L'EST

(Suite.— Voir notre numéro du Jeudi 16.)

L'armée parvint à se concentrer et la période active de la campagne commença. Mais déjà les lenteurs entraînées dès le début par l'inexpérience de l'administration avaient rendu le succès impossible. Werder recueillait successivement tous les corps

établis par lui quelques semaines auparavant à Gray, à Vesoul, à Lure et se dirigeait à grandes journées vers les positions préparées d'avance de Montbéliard et d'Héricourt. Le combat livré à Villersexel contre les colonnes qui couraient à sa retraite ne put l'arrêter.

L'imprévoyance de l'administration contribuait à rendre plus pénible et plus lente la marche de notre armée. M. Gambetta et les stratèges de son cabinet n'avaient pas songé que le climat de la Franche-Comté est plus rude que celui du midi de la France, et que nos soldats trouveraient de la neige dans les montagnes où ils allaient faire la guerre. Les hommes, les chevaux, les convois s'avancèrent difficilement les vivres faisaient à tout instant défaut.

D'autres fautes ont été commises. Il importait pendant que l'armée s'avancât peu à peu dans l'Est, d'occuper fortement en arrière et sur sa gauche — à droite étant ouverte par la frontière — les positions étant abandonnées par les Prussiens, et de tenir la position d'arrêt protégée contre un retour offensif de l'ennemi.

Mais le stratège improvisé qui, après avoir dressé le plan de la campagne, suivait l'armée pour la surveiller, disait-on, le général de Cambray, n'a pas su saisir un instant des conceptions approuvées par M. Gambetta, avait cru évidemment que l'ennemi offrirait une résistance et que tout se réduirait à une promenade militaire.

On s'imaginait que l'occupation de Dijon par 25 ou 30,000 hommes sous les ordres de Garibaldi suffisait contre toutes les éventualités. L'événement prouva bientôt qu'on se trompait, et que, dans tous les cas, il aurait fallu placer à Dijon un général extrêmement actif et clairvoyant que Garibaldi. En vain signalait-on la concentration d'un corps prussien sur l'Yonne et des mouvements de troupes sur la Saône, aucune précaution n'avait été prise.

L'insuccès de notre attaque sur Montbéliard et les positions fortifiées de la Lorraine ouvrit une nouvelle phase. Le plan de l'état-major devait être entièrement modifié. Werder avait reçu pour concentrer ses forces, de tirer les troupes françaises loin de leur base d'opération et donner à Manteuffel le temps d'arriver avec des renforts. La situation de notre armée devenait critique et il fallait songer à la retraite.

Tout porté à croire que le général en chef comprenait le danger que courait son armée, et voulait se retirer aussi rapidement que possible dans la direction de Lyon. Mais une volonté étrangère s'imposait à la sienne. La lumière se fera plus complète un jour sur ces événements encore mal connus, ce qui est certain, c'est que Bourbaki n'était pas libre de ses mouvements ; l'homme qui avait tracé le plan de campagne et qui suivait l'armée pour en assurer l'exécution lui imposait des décisions contre lesquelles protestait l'expérience militaire du général.

Les journaux rouges qui reçoivent certaines confidences se félicitent hautement de la « surveillance » dont Bourbaki était l'objet. Le confident de M. Gambetta prononce, par les télégrammes, le mot de la discussion de toutes les opérations et télégraphiait lui-même au ministre de la guerre les résultats obtenus ou les projets arrêtés.

Après les trois journées de Montbéliard, la retraite sur Lyon était impérieusement commandée par les circonstances. Le ministre de la guerre consulté, en l'absence de M. Gambetta, répondit en donnant l'ordre formel de la retraite ; mais l'ingénieur cherché par le ministre de la direction stratégique de l'armée s'y opposait. Il était encore possible, croyait-il, de prendre l'offensive et de marcher sur Nancy au sur Troyes. Ces délais donnèrent à Manteuffel que l'on supposait à Strasbourg tout le temps nécessaire pour arriver avec une véritable armée, récupérer Lure et Vesoul sans qu'on s'en aperçut, en quelque sorte, l'emparer de Gray et empêcher Dole pendant qu'un corps prussien dirigé par une fausse attaque contre Dijon, et masqué par le véritable mouvement de l'armée ennemie.

La manœuvre était achevée avec un entier succès avant que le public s'en fût rendu compte. Pendant qu'on affirmait, dans une certaine presse, que « l'échec des Prussiens devant Dijon sauvait l'armée de l'Est en assurant ses communications », les chemins de fer étaient coupés, les approvisionnements tombaient au pouvoir de l'ennemi,

excellent parti de cette arbut, et si vous daigniez honorer de votre confiance, je vous proposerai mon plan de campagne, cette nuit.

Tous les marins serrèrent les mains du comte Raymond, et le pouvoir absolu lui fut donné unanimement.

Une simple réflexion maintenant, avant la bataille. D'où vient que le récit du comte Raymond, publié par l'India Chronicle, en 1806, offre plus d'intérêt que la grande bataille de Noorjehan, livrée dans le Penjab, et dans laquelle la reine, montée sur son dernier éléphant, et tenant dans ses bras l'héritier du trône de Lahore, épousa les flèches de sept carquois ? D'où vient que le duel des Horaces et des Curiaces a fait oublier la bataille de Réville, presque contemporaine ? que le combat singulier de Corvins et de Gantlois reste dans tant de mémoires, ou s'est évanoui le souvenir de cent illustres combats livrés par des consuls et des dictateurs ? D'où vient qu'un pauvre ouvrier enseveli par un éboulement concentre sur lui l'émotion haletante et émue de l'Europe, tandis qu'on n'a jamais songé à nous intéresser par le récit des angoisses de tant de caravanes, surprises par le simoun et étouffées au désert ? Il est inutile de chercher une réponse facile à ces questions ; le fait est incontestable : il résulte de l'unité de l'intérêt humanitaire. Robinson Crusoe sera toujours dix mille fois plus intéressant que Xénophon, perdu dans la

LES DAMNÉS DE L'INDE

PAR MERY

PREMIÈRE PARTIE.

VIII

SUITE

C'était un navire qui doublait le cap voisin et semblait venir s'abriter derrière un rideau de montagnes, où la mer était calme comme un petit lac. Peu après, une petite embarcation se sépara du navire et se dirigea vers le rivage. La sentinelle de Samarang entendait

très-distinctement le bruit cadencé des rames, et elle voyait jaillir sur les deux bords des flots d'étincelles, comme si la pirogue eût couru sur des vagues de feu.

Le comte Raymond disposa tranquillement ses fusils sur sa petite plateforme, les arma comme s'il eût été en chasse, dans une nuit d'hiver sur les bords de la Loire, et le doigt sur deux détenteurs, il attendit avec confiance ce qu'il plairait à Dieu de lui envoyer.

La petite embarcation, vraie pirogue de sauvages, s'avancait toujours, et le comte Raymond distinguait bientôt six hommes, nus jusqu'à la ceinture et armés de carabines. Les deux rameurs n'étaient pas armés.

Il n'y avait pas le moindre doute à élever, ces hommes étaient des brigands de mer, et leur intention criminelle était manifeste. Cependant le comte ne Raymond, par un généreux sentiment de délicatesse, ne voulut pas être l'agresseur ; il éleva la tête au-dessus du parapet de pierre, et cria aux bandits de gagner le large. On répondit par un coup de fusils, et la balle, très-bien dirigée, atteignit le sommet de la guérite. Le comte riposta par deux corps qui n'en firent qu'un, et tua deux hommes dans l'embarcation.

Ces coups de feu furent entendus par Strim et Asthon dans la veillée, devant la case, ainsi que nous l'avons raconté.

Le comte prit d'autres armes, continua son feu et mit trois bandits encore

hors de combat.

La pirogue s'arrêta comme si les deux rameurs eussent été tués ; puis, des mains moins exercées à la rame, la firent rétrograder avec lenteur, du côté de son navire.

Raymond, qui ne remarquait pas la direction du vent, s'étonnait de se voir abandonné par les colons ; mais fidèle à son devoir, il ne quitta pas son poste, et se préparait à repousser une nouvelle attaque, qui, sans doute, serait plus terrible que la première. Tout à coup, un grand bruit de pas se fit entendre derrière la palissade de clôture ; des colons arrivaient, en armes, le vieux Asthon ouvrait la marche, une jeune femme la fermait.

Ils s'étaient tous mis aux pieds de la comtesse Aurore, en la suppliant de rester à la case ; mais toutes prières avaient été inutiles, elle voulait partager le péril commun.

Mais vous ignorez donc, leur avait-elle dit, que, dans la guerre longue du Bengale, quand Dupleix commandait mille Français et dix mille Indiens du Décan, les femmes de mon pays assistaient à tous les combats, ramassant les armes de leurs frères et de leurs maris, qu'elles étaient mortes, et les vengeaient héroïquement ? Moi je suis née dans la fumée des batailles, et je ne veux pas rester aux bagages, lorsque tant de braves gens vont se battre pour moi.

Strim et ses amis sauvages avaient battu des mains à ces paroles ; ils auraient

suivi la jeune femme dans les abîmes des bois et de l'Océan. Paul, sous prétexte de lui montrer le chemin, marchait devant elle, pour lui servir de bouclier.

Les colons apprirent bientôt de la bouche du comte ce qui venait de se passer. On tint une espèce de conseil de guerre, et il fut admis à l'unanimité qu'une seconde attaque aurait lieu, et qu'il fallait faire de bonnes et sages dispositions pour la recevoir.

Alors le comte fit un signe à la jeune femme et lui montra le navire à l'ancre, vers l'extrémité du golfe ?

— Oui, oui, dit-elle à voix basse, les étoiles me servent bien, je le reconnais : c'est la Malacca ! c'est le navire de Surcouf ! Batam est là... et Surcouf ! Mon Dieu ! mon Dieu ! qu'est il devenu ?

— Mes amis, dit le comte en se rapprochant des colons, il y a à bord de ce petit navire un homme qui sait ou croit savoir tout ce qui se passe dans notre habitation. Son erreur était une vérité l'autre jour encore, aujourd'hui, elle peut lui être fatale. Il croit donc que nous ne sommes que cinq, et nous sommes quatorze ; grâce en soient rendues à notre belle protectrice !

— Protégée ! interrompit Aurore.

— La Providence est une femme, reprit le comte, et je ne changerai pas le mot, dussé-je vous déplaire un instant... Ainsi, notre ennemi de là-bas fera toujours ses dispositions pour agir contre cinq malheureux solitaires qui redoutables à ses yeux. Nous pouvons tirer un